

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 30 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FMGC

ZI de Hochepie
44110 Soudan

Références : N5-2025-0688
Code AIOT : 0006300987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement FMGC implanté ZI de Hochepie 44110 Soudan. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du respect du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FMGC
- ZI de Hochepie 44110 Soudan
- Code AIOT : 0006300987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FMGC exploite, sur le site de Soudan, une fonderie de fonte. A cette fonderie sont associées des activités d'usinage, de grenaillage et d'application de peintures.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets atmosphériques
- Risque incendie
- Eau
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Vitesse d'éjection des rejets – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Travaux d'ébarbage hors cabine – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle des niveaux sonores – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 11-2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Suivi des équipements sous pression – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Installations de protection contre la foudre – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques des installations – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9	Sans objet
2	Rejets atmosphériques – Rapports de contrôle – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 58-II et 58-III	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, articles 9-3-2 et 9-3-3	Sans objet
9	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 5	Sans objet
10	Réexamen IED	Code de l'environnement, article R. 515-71-1	Sans objet
11	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, articles 2 et 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques des installations – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 09/10/2024 :</u> En préalable à la visite, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques des installations réalisés en septembre 2023. Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées. Dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des cubilots pour la mesure des dioxines réalisée en septembre 2023, le taux en oxygène sur les filtres 1-2 est de 8,46 % ; cette valeur est très inférieure aux mesures précédentes. L'exploitant transmettra, à l'inspection des installations classées, les rapports des contrôles des rejets atmosphériques des installations réalisés en septembre 2024. En cas de non-conformité, il précisera les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'exploitant analysera le rapport de contrôle des rejets atmosphériques des cubilots pour la mesure des dioxines réalisé en septembre 2023 et précisera pour quelle raison le taux en O ₂ mesuré au niveau des filtres 1-2 est très inférieur aux valeurs mesurées lors des précédents contrôles.
Constats : Dans son courrier en réponse du 25/11/2024, l'exploitant a indiqué que l'organisme de contrôle, MANUMESURE, a confirmé qu'une erreur humaine était à l'origine de la dérive relevée sur le taux d'oxygène dans le rapport de septembre 2023. Un rapport amendé avec le taux d'oxygène correct (13,65%) a été rédigé et transmis à l'inspection des installations classées. Dans son mail du 30/01/2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets atmosphériques du 19/12/2024 et du 27/01/2025. L'ensemble des valeurs limites d'émission (VLE) est respecté et n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. Pour certains points de rejet, la vitesse d'éjection est trop faible vis-à-vis des prescriptions réglementaires. Ce sujet est abordé au point de contrôle n°3.
Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Rejets atmosphériques – Rapports de contrôle – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II et 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée :

Inspection du 09/10/2024 :

L'exploitant doit veiller à ce que les modalités de fonctionnement des installations soient représentatives d'un fonctionnement normal et qu'elles soient précisées au point III-2 - "Conditions de fonctionnement" des rapports. Il confirmera que les actions mises en place ont permis de respecter cette exigence pour les contrôles réalisés en septembre 2024.

Il étudiera la possibilité de réaliser des mesures en simultané sur les points de rejet associés à une même installation (en particulier, les cabines de peinture OMIA disposant de 2 points de rejet).

L'exploitant précisera pour quelle raison les méthodes de mesure référencées dans l'avis du 22-02-2022 n'ont pas été mises en œuvre en septembre 2023 pour le formaldéhyde et le phénol (Norme FDX34-319 - Novembre 2010).

L'exploitant s'assurera que lors des prochains contrôles, les appareils de mesure utilisés permettent de mesurer les COV dans une plage de mesure adaptée.

Constats :

Dans son mail en réponse du 30/01/2025, l'exploitant a confirmé avoir transmis le planning de production à l'organisme de contrôle pour que les mesures soient réalisées en période de fonctionnement. Malgré ceci, 3 points de rejet (n° 14, 17 et 21) ont été contrôlés sur des phases de pause.

Par ailleurs, l'exploitant a relevé que les valeurs mesurées au droit des points de rejet n° 14, 15 et 27 sont bien plus faibles que les campagnes précédentes.

Par conséquent, de nouvelles mesures seront réalisées en février 2025 sur ces 5 points de rejet.

L'exploitant a également confirmé que l'appareil de mesure des COV dans les rejets a été mis à une échelle adéquate (1000 ppm).

Au préalable de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle supplémentaires réalisés le 04/02/2025.

Pour 4 des 5 points de rejet (n°15, 17, 21 et 27), les VLE sont respectées et se trouvent dans les ordres de grandeur des années précédant 2024.

Pour le point de rejet n°14, le contrôle met en évidence un dépassement (98 mg/Nm³) de la VLE (75 mg/Nm³). L'exploitant indique avoir identifié une anomalie de purge des pistolets et qu'une action est en cours pour rectifier la pratique.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que la pratique a été corrigée, l'ensemble des purges de pistolet d'application de peintures est réalisée au droit de contenants prévus à cet effet. Les produits récoltés sont ensuite évacués en tant que déchets dangereux. Il n'existe plus de purge à l'atmosphère comme cela était le cas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ À titre d'information, l'exploitant s'assure que, pour les prochains contrôles des rejets atmosphériques, l'organisme chargé de ces contrôles s'appuie sur le dernier avis sur les méthodes normalisées publiées (avis du 16/05/2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement).

Type de suites proposées : Sans suite

N°3 : Vitesse d'éjection des rejets – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :Inspection du 09/10/2024 :

Suite aux actions menées, au vu des mesures réalisées en septembre 2023, le point 11 est redevenu conforme et la vitesse du point 18 a été fortement augmentée.

Cependant, ces mesures mettent en évidence des vitesses insuffisantes sur les points de rejet n°13, 17, 19 et 31 (en plus du point n°18).

L'exploitant avait identifié ces non-conformités et a présenté, lors de la visite, les actions mises en place par la suite pour mettre en conformité chaque point de rejet. Il a précisé être en attente du résultat des contrôles réalisés en septembre 2024.

Au vu des résultats de mesures des rejets atmosphériques réalisées en septembre 2024, l'exploitant confirmera la mise en conformité des installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 02-02-1998 suite à la réalisation des actions présentées lors de la visite. Le cas échéant, il précisera les actions définies en cas de nouvel écart.

Constats :

Dans son mail en réponse du 30/01/2025, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des rejets atmosphériques du 19/12/2024 et du 27/01/2025. Pour 4 points de rejet (n°13, 18, 19 et 21), les vitesses d'éjection sont non-conformes (vitesse minimale d'éjection de 8 m/s applicable).

Un récapitulatif quadriennal des vitesses d'éjection de ces points de rejet est également fourni.

- Pour le point n°13 : la vitesse d'éjection est stable depuis 2023 malgré des actions de l'exploitant visant à l'augmenter. Une vérification plus poussée de l'installation sera réalisée lors de l'arrêt technique prévu en août 2025.

- Pour le point n°18 : la vitesse d'éjection s'est continuellement améliorée (2021 : 1,9 m/s → 2024 : 7,2 m/s) suite aux actions de l'exploitant. Un contact avec le fournisseur sera réalisé pour déterminer les actions supplémentaires à mettre en place.

- Pour le point n°19 : la vitesse d'éjection est stable depuis 2023 à 3.5 m/s. Une vérifications plus approfondie de l'installation sera réalisée lors de l'arrêt technique prévu en août 2025.

- Pour le point n°21 : un contrôle supplémentaire a été réalisé en février 2025 sur une période de fonctionnement. Celui-ci a démontré la conformité de l'installation en termes de vitesse d'éjection des gaz.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que des actions spécifiques de vérification des installations relatives aux point de rejet n°13 (application de mastic) et n°19 (Broidie atelier PMP) seront effectuées lors de l'arrêt technique réalisé en août 2025.

Il a également confirmé avoir pris contact avec le fournisseur de l'installation relative au point de rejet n°18 (Broidie atelier GP2). Un devis comprenant notamment le remplacement de la ventilation a été validé.

La campagne de contrôle des rejets atmosphériques, prévue au 4^{ème} trimestre 2025, permettra d'apprécier la qualité des actions réalisées. Le cas échéant, un plan d'actions sera mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant poursuit les investigations afin que les vitesses d'éjection des 4 points de rejet non-conformes reviennent en conformité.

La campagne de contrôle des rejets atmosphériques, réalisée au 4^{ème} trimestre 2025, permettra d'apprécier les actions réalisées. Le cas échéant, un plan d'actions sera de nouveau mis en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Plan de gestion des solvants – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 9-3-2 et 9-3-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 09/10/2024 :</u> L'exploitant a transmis, en préalable à la visite, le plan de gestion des solvants pour l'année 2023. La consommation de solvants est estimée à 151,8 tonnes et les émissions diffuses représentent 26,3 tonnes soit 17 % de la quantité de solvants utilisés suite au passage à la couche à l'eau des chantiers GP. L'exploitant présentera, dans les prochains plans de gestion des solvants, les actions envisagées pour poursuivre les réductions des émissions de solvants de l'établissement.
Constats : Au préalable de la visite d'inspection, l'exploitant a procédé à sa déclaration GEREP, à laquelle il a joint le plan de gestion des solvants (PGS) réalisé au titre de l'année 2024. Celui-ci annonce une consommation de solvants de 118 080 kg. Les émissions diffuses représentent une quantité de 23 504 kg, correspondant à 17 % de la consommation de solvants. Un point spécifique explique les actions de réduction des émissions de solvants mises en place et celles envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Travaux d'ébarbage hors cabine – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : <u>Inspection du 09/10/2024 :</u> Lors de la visite, il a été constaté la réalisation d'opérations d'ébarbage en dehors des cabines aménagées et reliées aux dispositifs d'aspiration et de traitement dans le secteur PMP. Les opérations d'ébarbage doivent être réalisées dans des conditions permettant l'aspiration et le traitement des rejets associés. L'exploitant précisera les actions mises en œuvre pour que ces opérations ne soient pas réalisées en dehors des cabines dédiées.
Constats : Dans son courrier en réponse du 25/11/2024, l'exploitant précisait que seules 22 références de pièces sur les 250 du site font l'objet d'opérations d'ébarbage à l'extérieur des cabines. Des études sont en cours pour confirmer que 10 de ces 22 références peuvent être positionnées sur les tables d'ébarbage modifiées (internes aux cabines). Pour 11 des 12 références restantes, il annonce mener une étude pour déterminer les modifications à apporter sur les tables pour recevoir celles-ci. Pour la dernière référence, une étude spécifique d'un système de calage sera réalisée début 2025, pour une mise en place au 1 ^{er} trimestre 2025. Dans son mail du 30/01/2025, l'exploitant a confirmé que 10 des 22 références sont à présent positionnées sur les tables d'ébarbage modifiées. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que 3 des 11 références vues précédemment sont

désormais également mises en place sur les tables modifiées. Pour les 8 autres, une étude sur la réorganisation du flux (menant à la suppression d'une table d'ébarbage au sein d'une cabine afin d'y réaliser ces références spécifiques) est en cours.

Pour la dernière référence, visée par le système de calage, le prototype a validé la faisabilité du projet. La commande de la version définitive est en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées la réception et mise en place opérationnelle du système de calage pour la référence unique de l'atelier PMP.

→ L'exploitant apporte des précisions sur l'étude de réorganisation du flux visant à supprimer une table d'ébarbage au sein d'une cabine, notamment sur le calendrier de mise en œuvre.

De manière générale, il s'assure que dans les meilleurs délais l'ensemble des opérations d'ébarbage réalisées sur le site soit fait au sein d'une cabine prévue à cet effet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Contrôle des niveaux sonores – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 11-2

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores

Prescription contrôlée :

Inspection du 09/10/2024 :

De nouvelles mesures des émissions sonores en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée ont été réalisés en novembre 2023.

Le rapport de contrôle des niveaux sonores met en évidence des non-conformités au niveau de deux zones à émergence réglementée située au nord-ouest du site en période diurne (pour les deux) et en période nocturne (pour l'un). Les résultats en limite de propriété sont conformes et aucune plainte n'a été émise à ce jour.

Les principales sources de bruit ont été identifiées au niveau du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP et au niveau des extracteurs situés en toiture du bâtiment finition PMP. Le système de filtration du rejet Ponçage PMP devait être déplacé dans le cadre du projet de construction du nouveau bâtiment d'application de peinture, qui ne sera finalement pas réalisé.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les horaires de production ont été modifiés et qu'il était en attente d'un devis pour l'insonorisation du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP.

L'exploitant est invité à réaliser de nouvelles mesures des émissions sonores dans les zones à émergence réglementée suite aux modifications des horaires de production. Ceci permettra de s'assurer de la mise en conformité pour la période nocturne suite à l'arrêt du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP. Si ce n'est pas le cas, l'exploitant devra identifier les autres sources de bruit à l'origine de la non-conformité.

Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en œuvre les autres actions correctives définies en vue d'une mise en conformité des installations pour la période diurne. Il précisera l'échéancier de réalisation de ces actions.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 25/11/2024, l'exploitant confirme que de nouvelles mesures des émissions sonores seront réalisées (bon de commande auprès de la société SOCOTEC à l'appui) suite à la modification des horaires de production. Les mesures seront réalisées en période nocturne le 16/12/2024.

Par courrier du 11/04/2025, l'exploitant a transmis un Porter à Connaissance sollicitant une modification du programme de mesures, notamment en supprimant le point n°5 (ZER), situé à proximité du site. Les mesures réalisées suite aux modifications montrent un niveau de bruit compris entre 45 et 50 dB(A), correspondant à une émergence comprise entre 15 et 20 dB(A). En effet, le niveau résiduel (bruit de fond) a été mesuré entre 26 et 30 dB(A).

Le jour de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant qu'il n'est pas concevable de supprimer un point de mesures au niveau d'une ZER sous prétexte d'une non-conformité.

Toutefois, l'inspection des installations classées souhaite préciser que le non-respect de la réglementation vis-à-vis des émissions sonores est globalement dû au très faible bruit de fond de l'environnement du site (entre 30 dB(A) et 40 dB(A)). En effet, les mesures réalisées au sein de cette ZER (environ 50 dB(A), correspondant à une conversation normale ou une salle de restaurant calme), bien qu'en dépassement, semblent avoir un impact très limité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant procède, pendant l'arrêt technique du mois d'août 2025, à de nouvelles mesures des émissions sonores en période diurne et nocturne, quand l'ensemble des installations est à l'arrêt.**

Les résultats de ces mesures devront déterminer si des actions de réduction sont néanmoins toujours possibles et seront transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°7 : Suivi des équipements sous pression – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

Inspection du 09/10/2024 :

Suite à un audit réalisé par une société spécialisée sur ce sujet, l'exploitant a établi la liste des équipements sous pression soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20-11-2017.

Celle-ci a été présentée lors de la visite.

Elle précise, en particulier, pour chaque équipement, les dates des dernières inspections périodiques et requalifications périodiques.

Lors de la visite, il a été constaté les points suivants :

- 3 équipements sont en dépassement d'inspection périodique et 24 n'ont pas d'échéance spécifiée ;

- 1 équipement est en dépassement de requalification périodique et 18 n'ont pas d'échéance spécifiée.

L'exploitant a présenté un plan d'actions en vue de remplacer plusieurs équipements d'ici la fin de l'année ou au 1^{er} mars 2025.

Par ailleurs, les recherches documentaires se poursuivent pour compléter les dossiers des

équipements.

L'exploitant doit mettre en œuvre le plan d'actions défini pour mettre en conformité les équipements sous pression. Il inclura, dans ce plan d'actions (avec échéance identique), l'équipement n°721 (GMAO) en dépassement d'inspection périodique.

Il complétera, dans les meilleurs délais, les dossiers des équipements sous pression incomplets. S'il est constaté de nouveaux dépassements d'échéances réglementaires, il précisera les dispositions mises en œuvre pour se mettre en conformité.

Concernant les équipements frigorigènes, il justifiera l'échéance proposée pour la mise en conformité.

Il transmettra, trimestriellement à l'inspection des installations classées, un bilan des actions réalisées ainsi que la liste des équipements sous pression mise à jour.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 30/11/2024 et son mail du 30/01/2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des diverses avancées sur la thématique des équipements sous pression.

Notamment, il a justifié avoir récupéré les dossiers des ESP incomplets.

Concernant les fluides frigorigènes, il a justifié les avoir commandés fin 2024, avec un délai de livraison fixé à 12 semaines.

Il a tenu informé l'inspection des installations classées trimestriellement sur les actions menées au titre des ESP.

Le jour de l'inspection, il a confirmé que beaucoup d'interventions sur ces équipements sont prévues lors de l'arrêt technique d'août 2025.

Il s'est engagé à transmettre la liste des ESP mise à jour à l'issue de celui-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant poursuit l'information de l'inspection des installations classées périodiquement jusqu'à remise en conformité totale des ESP.**

Notamment, il transmet la liste des ESP mise à jour à l'issue des interventions réalisées pendant l'arrêt technique d'août 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Installations de protection contre la foudre – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection

Prescription contrôlée :

Inspection du 09/10/2024 :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle réalisé par ARTPROTECT en décembre 2023.

Dans ce rapport de vérification, plusieurs non-conformités ou observations sont émises : en particulier, des travaux sont à prévoir au niveau d'un paratonnerre suite à un arrachement des fixations au niveau d'un conducteur de descente et au niveau d'une liaison équipotentielle de terre.

L'exploitant a précisé que les travaux de mise en conformité seront réalisés d'ici la fin de l'année, un

bon de commande devant être signé très prochainement.

L'étude technique est également à mettre à jour suite aux modifications apportées aux installations et à l'abandon du projet d'application de peinture PL.

L'exploitant doit mettre en conformité, dans les meilleurs délais, les installations de protection contre la foudre de l'établissement. Il transmettra le bon de commande signé et confirmera la réalisation des travaux d'ici la fin de l'année 2024.

L'exploitant mettra à jour l'étude technique au vu des modifications apportées aux installations et à l'abandon du projet d'application de peinture PL.

Constats :

Dans son mail du 30/01/2025, l'exploitant a joint le rapport de contrôle des installations de protection contre la foudre ARTPROTECT du 19/12/2024. En annexe de celui-ci est joint le certificat de conformité.

Toutefois, il précise que des travaux sont à prévoir au droit de la descente du PDA 2 - Bâtiment Cubilot et du PDA 7. L'exploitant indique que ces travaux seront réalisés lors de l'arrêt technique d'août 2025.

Concernant l'étude technique relative aux modifications apportées sur les installations, celle-ci est fournie. Elle conclut sur la nécessité de mettre en place des parafoudres sur les circuits électriques de la centrale incendie, de détection gaz, d'intrusion et de désenfumage (si existants pour ces 3 derniers) situés dans le Hall 1.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la société ARTPROTECT avait précisé ne pas pouvoir intervenir sur la centrale incendie, celle-ci étant la propriété de la société SIEMENS. Il a également précisé ne pas comprendre cette nécessité, le bâtiment étant protégé par un parafoudre situé à proximité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant fait réaliser une nouvelle vérification des installations de protection contre la foudre après l'arrêt technique d'août 2025. Le rapport de contrôle est transmis, commenté, à l'inspection des installations classées.**

→ **L'exploitant apporte également un positionnement, éléments justificatifs à l'appui, sur la nécessité ou non de mettre en place des parafoudres complémentaires au sein du Hall 1.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une étude d'impact environnemental des retombées atmosphériques en dioxines, furannes, PCB dioxin-like et PCB indicateurs.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport sur la surveillance environnementale réalisée en mai 2025.

Ce rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N°10 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 515-71-1

Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen

Prescription contrôlée :

En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.

Constats :

Par courrier du 20/12/2024, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne du BREF SF (Forges et fonderies), le 06/12/2024, dont la société FMGC relève.

Par conséquent, l'exploitant doit déposer à M. le Préfet un dossier de réexamen avant le 06/12/2025.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le rapport de base et le dossier de réexamen (conformité aux MTD) sont en cours de réalisation.

Le périmètre IED, ainsi que le plan de sondage, seront transmis à l'inspection des installations classées courant juillet pour validation.

Le calendrier prévoit un dépôt de dossier pour novembre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N°11 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/1998, article 2 et 15

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Article 2 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable (...).

Article 15 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Dans son courrier en réponse du 25/11/2024, l'exploitant a confirmé que les consommations d'eau sont relevées hebdomadairement sur les 4 compteurs existants du site.

Une cartographie des usages de l'eau sera également réalisée afin d'identifier les principaux postes de consommation et installer des compteurs spécifiques à ces postes. Des actions de réduction susceptibles d'être mises en place seront définies.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la cartographie des postes de consommation

d'eau a été réalisée. Néanmoins, celle-ci n'est pas encore affinée au détail des consommations spécifiques. Une réflexion est en cours sur la répartition des nouveaux compteurs au droit des installations.

L'inspection des installations classées a rappelé la nécessité d'identifier dès à présent des postes de consommation qui pourraient être suspendus en cas de franchissement de seuil visés dans l'arrêté cadre sécheresse départemental, notamment celui d'alerte renforcée qui prescrit une réduction forfaitaire de 30 % des consommations.

Ces réductions pourront faire l'objet de contrôles lors des périodes de sécheresse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'exploitant poursuit ses démarches d'identification et de réduction des consommations d'eau.**

Il établit un document listant les postes de consommation susceptibles d'être suspendus en cas de franchissement de seuil d'alerte renforcée afin d'atteindre l'objectif de 30 % de réduction forfaitaire des consommations. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite